

Comité de Liaison
des Trotskyistes Algériens
(Pour la Reconstruction de
la IVe. Internationale)

ETABLISSEMENT ET ASSEMBLEE C. L. T. A.
EN ALGERIE .

Révolution Prolétarienne et
Assemblée Constituante en Algérie .

REVOLUTION PROLETARIENNE ET ASSEMBLEE CONSTITUANTE
EN ALGERIE .

Depuis l'indépendance, les trotskystes ont été les seuls militants à combattre en Algérie sur les positions du marxisme.

Ainsi en 1962, seuls les trotskystes ont expliqué que les Accords d'Evian avaient pour fondement le Plan de Constantine, mis au point en 1959, qui visait à mettre en place les structures économiques et sociales du futur Etat bourgeois franco-algérien, dans le cadre d'un Commonwealth franco-africain.

Ce Plan de Constantine dont on retrouve la structure dans le Plan triennal et les Plans quadriennaux actuels, était lui même largement élaboré dans " les Perspectives décennales ", projet établi en 1953-55 par les libéraux et les chrétiens de gauche d'Algérie dont le chef de file était le maire d'Alger, Jacques Chevalier, qui allait jouer un rôle considérable dans la crise du M T L D en 1953, comme dans le soutien constant apporté au F L N depuis sa création. Jacques Chevalier qui dans un livre publié en 1958 " Nous, Algériens " s'affirmait être le continuateur du projet Blum-Violette, qui visait à l'époque du Front Populaire à élargir les assises sociales et politiques de la colonisation en intégrant dans l'administration coloniale, une fraction de l'élite bourgeoise algérienne.

C'est cette politique qui a été intégralement reprise par De Gaulle et qu'il était maintenant possible d'appliquer après la défaite sans combat du prolétariat français, en 1958, trahi par les dirigeants de la classe ouvrière comme après la création du G P R A dirigé par le leader bourgeois Fehrat Abbas. En soulignant cette continuité, nous affirmions que l'Etat qui se mettait en place en 1962, ce n'était pas l'Etat ouvrier et paysan comme le disait Pablo, secrétaire général de la IVème Internationale Pabliste, mais l'Etat bourgeois algérien.

De la même façon nous avons critiqué les orientalistes distingués comme J. Berque et Maxime Rodinson, laudateurs de la révolution paysanne algérienne, comme Lacheraf, théoricien du F L N qui avec Franz Fanon exposaient qu'après 1830, toutes les insurrections n'avaient été que des insurrections paysannes, des jacqueries.

Et nous avons combattu le stalinien OUZEGAWA, ex-secrétaire général du P C A en 1945 et collègue de Pablo dans le trust de Ben Bella et qui exposait dans son livre " Le meilleur combat " que la révolution algérienne reposait sur un bloc de quatre classes : la paysannerie, le prolétariat, la bourgeoisie nationale et l'armée, reprenant à son compte la théorie stalinienne du Kuomintang chinois.

Nous avons expliqué que depuis sa création, le F L N avait été une organisation petite bourgeoise, constituée avec le C R V A contre le mouvement révolutionnaire algérien créé en 1926 avec l'Etoile Nord-Africaine au sein du mouvement ouvrier, que la guerre d'Algérie n'était pas une guerre nationale populaire et que l'A.N.P. forgée au Maroc et en Tunisie sous la direction de Boumedienne n'était pas une armée de paysans, mais le bras armé du G P R A chargé d'édifier l'Etat bourgeois franco-algérien.

Mais dans ce combat que nous avons mené pour la défense du marxisme, il faut accorder une place particulière au pablisme. D'abord, parce que Pablo, secrétaire général de la IVème Internationale, était conseiller de Ben Bella et que ses thèses sont toujours celles du Secrétariat Unifié Pabliste, ce qui, à un moment où le problème de la construction de l'Internationale est posé à tous ceux qui luttent pour la révolution prolétarienne, donne à la lutte contre le pablisme un caractère particulier.

Ensuite, parce que toutes les armées utilisées par Boumedienne, les gauchistes et les stalinien contre le mouvement des masses, contre la classe ouvrière algérienne, sont puisées chez Pablo.

Dans le N° I de la revue mensuelle de la Commission Africaine de la IVème Internationale " Sous le drapeau du socialisme " de Janvier 1964, Pablo écrit un article : " Bilan et objectifs nouveaux de la révolution algérienne " qui révisé totalement la théorie de la révolution permanente .

I/ La Révolution prolétarienne n'est pas le point de départ de la révolution socialiste .

L'Algérie, mieux encore que Cuba, dit Pablo, s'est engagée dans la voie socialiste par " la transformation objective de la Révolution nationale en Révolution socialiste ", à partir des faits suivants :

- 1) la moitié de la terre cultivable appartenant aux colons a été nationalisée ,
- 2) ce secteur est " autogéré, c'est à dire confié à la gestion démocratique permanente par ses travailleurs ".
- 3) des centaines d'entreprises ont été nationalisées et fonctionnent sous le système de l'autogestion.
- 4) Le principe de la planification est acquis et il existe un processus en cours de socialisation de l'économie par le pétrole, le gaz, les richesses minérales du Sahara, les banques, le commerce extérieur ...

Quelle est la classe, quel sera le parti qui dirigeront ce processus révolutionnaire original ? Pablo répond ainsi :

" La Révolution Algérienne se développe dans un cadre spécifique, mue par la dynamique combinée des masses révolutionnaires du pays, des éléments conscients d'avant garde, et du contexte révolutionnaire international dominé par la puissance ascendante des Etats Ouvriers et du socialisme ;

Elle bénéficie de l'absence d'une classe capitaliste ou féodo-capitaliste structurée, le rôle d'une telle classe ayant été assumé pratiquement par le million d'Européens qui ont quitté le pays dans leur quasi-totalité.

Dans ces conditions, l'absence d'une direction et d'un Parti marxiste révolutionnaire ne s'est pas avérée fatale pour l'ouverture socialiste de la Révolution".
(p. 3)

Pas de bourgeoisie en Algérie, pas besoin de révolution prolétarienne, pas besoin de parti marxiste, le F L N fera l'affaire. Il ne reste plus aux travailleurs qu'à retrousser leurs manches, d'où la fonction " non ouvriériste " assignée par Pablo aux syndicats.

" Dans la phase de transition du capitalisme au socialisme que traverse actuellement l'Algérie sous son Gouvernement Paysan et Ouvrier, les syndicats servent d'intermédiaires entre les travailleurs de l'Etat populaire, qui auront à assumer ensemble l'édification d'une économie nationalisée, planifiée et gérée par les travailleurs, aussi rapide et efficace que possible ".
(p.4)

Dans ce pays merveilleux qu'est l'Algérie, il suffira d'avoir de bons techniciens pour aller droit au socialisme.

Il reste d'autres problèmes et en particulier celui des libertés démocratiques. Pablo oppose à cette conception bourgeoise, une nouvelle conception : celle de la démocratie socialiste dont voici les fondements :

" La démocratie socialiste suppose dans le cadre concret de l'Algérie des organismes d'autogestion dans les fermes, les usines, les communes, élus démocratiquement, fonctionnent, ainsi que des syndicats démocratiques et un parti dont l'unicité ne saurait se justifier que dans le cas où il arriverait à garantir le droit à la libre discussion et celui aux tendances idéologiques dans son sein " .

Quant au P C A, Pablo écrit dans le N° 3 ceci :

" Le P C A constitue à l'heure actuelle une exception, quasi unique, dans l'ensemble des Partis Communistes. Il est un exemple éloquent des effets bénéfiques de la " déstalinisation " qui a brisé à jamais la dépendance stricte des Partis Communistes du Kremlin (voyez le Portugal) et les a soumis à la pression grandissante des réalités révolutionnaires de leur contexte national " .

Nous avons peut-être alourdi l'exposé avec des citations, mais c'est chez Pablo que le P A G S et le F L N vont chercher tous leurs arguments .

Le 19 Juin 1965, Boumedienne prend le pouvoir, met en prison Ben Bella et met à la porte Pablo.

Ce putsch a été violemment condamné par le P C F et le P C A , bien que celui-ci ait été interdit par Ben Bella en 1964.

Dans un article paru en 1965 dans la revue stalinienne " Démocratie Nouvelle", LINHART explique longuement que l'Etat de Ben Bella était un Etat bourgeois édifié de toutes pièces par l'impérialisme français. Et que l'Etat de Boumedienne c'était encore pire dans la mesure où le mouvement amorcé sous Ben Bella, à savoir le contrôle de plus en plus grands de l'économie par les multinationales, allait se développer sous Boumedienne.

Quant au P C A, il expliquait dans une brochure intitulée " la Révolution Socialiste "

que le putsch de Boumedienne était anticonstitutionnel, réactionnaire, anti-démocratique et pro-impérialiste.

Et pourtant en Septembre 1974, Marchais était reçu comme un véritable chef d'Etat en Algérie et dans un communiqué commun avec le F L N, le P C F affirmait que l'Algérie sous la direction de Boumedienne s'avancait à grands pas vers le socialisme, à partir de la révolution agraire, industrielle et culturelle réalisée en Algérie sans parler de la démocratie socialiste, de l'anti-impérialisme de l'Algérie

Au cours des C E M que nous avons organisé l'an dernier comme dans Tribune nous sommes partis de ce texte commun F L N - P C F .

Si l'Algérie construit le socialisme, cela veut dire que les tâches de la révolution démocratique ont été accomplies, que les contradictions de l'économie coloniale ont été résorbées, que l'Algérie détermine elle-même librement les rythmes de sa croissance grâce au monopole du commerce extérieur, qu'il s'agisse d'un gouvernement de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre luttant contre l'impérialisme à l'intérieur comme sur le plan international.

Qu'en est-il ?

1 - Le problème des libertés démocratiques .

La liberté de réunion, d'association, d'organisation sous quelque forme que ce soit n'existe pas.

La liberté d'expression : tracts, affiches, pétitions, bulletins d'association culturelles, philologiques, artistiques ... n'existe pas .

La séparation des pouvoirs entre le judiciaire, le législatif et l'administratif n'existe pas, de sorte qu'un officier de l'A N P peut présider une réunion des coopérateurs, intervenir dans la vie syndicale ou au cours d'un procès.

Les élections ne sont pas libres au niveau local des A P C ou régional (A P W). Quant au plan national, l'Assemblée Nationale qui existait en 1965 a été dissoute et son président emprisonné.

La Constitution votée par Boumedienne a été annulée.

Les textes du Congrès du F L N de 1964 dont la Charte d'Alger-votés et approuvés par Boumedienne, ont été interdits.

La laïcité n'existe pas ...

En Bref, les tâches démocratiques n'ont pas été réalisées en Algérie.

2 - Les contradictions de l'économie coloniales n'ont pas été résolues.

1) L'économie coloniale était caractérisée par une profonde dépendance de l'Algérie envers la France.

L'Algérie n'exportait que des matières premières (minerais, phosphates) et des produits agricoles (vins, fruits, agrumes) et importait presque tous les objets manufacturés. Aujourd'hui qu'en est-il ?

Si le montant et le volume du commerce extérieur ont connu une forte progression, la structure de la balance commerciale traduit la même dépendance envers le marché mondial dominé par l'impérialisme U.S.

Les exportations de l'Algérie sont constituées pour 90 % par les hydrocarbures, c'est à dire que l'impérialisme a assigné à l'Algérie, dans le cadre de la division internationale du travail, une fonction précise : celle d'un producteur exclusif de gaz et de pétrole.

Les importations servent à acheter les usines, les matières premières et les biens alimentaires. Si l'on précise que simplement pour le blé, le sucre et l'huile, l'Algérie dépensera en 1975, 45 % de ses revenus des hydrocarbures, si l'on ajoute les pertes provoquées par les manipulations du dollar, l'inflation, les agios versés aux banques mondiales, le gaspillage extraordinaire dû à la corruption, au vol et à l'incapacité des dirigeants, il n'y aura pas cette année 20 % des revenus du pétrole qui seront investis dans l'industrie.

C'est à partir de ces chiffres et de cette réalité qu'on peut démasquer les apologistes de la révolution agraire ou industrielle.

2) La seconde contradiction a été largement exposée dans " Algérie 75".

" - une économie totalement dépendante de la France, n'exportant que des matières premières (minerais) ou des produits de l'agriculture et de l'élevage, et n'important tous les objets manufacturés :

- une économie asymétrique, avec, d'une part, un secteur moderne, européen, capitaliste, concentré dans la région du Tell, profitant de l'irrigation et des crédits marqué par une production de hauts rendements

largement écoulee dans les villes et sur le marché français ; et, d'autre part, un secteur indigène traditionnel, dominant dans l'Algérie orientale (Kabylie, Aurès, Constantinois) et le Sud algérien, avec ses techniques archaïques, ses faibles rendements, ses récoltes aléatoires, sa paupérisation croissante, alimentant l'émigration dans les villes ou en France".

La conséquence, c'est la ruine du pays, le chômage massif, l'obscurantisme, le rationnement, l'émigration.

Et la conclusion qui s'impose, c'est qu'après dix ans de régime Boumedienne, aucun des problèmes posés par l'indépendance n'a été résolu parce qu'à l'époque de l'impérialisme décadent la bourgeoisie nationale ne peut réaliser aucune tâche progressiste. Seule la révolution prolétarienne permettra de sortir le pays du chaos où il se trouve.

Car l'Algérie de 75 se trouve au bord de la faillite, ce qui explique l'appel au secours lancé par Boumedienne à Marchais et à Giscard.

Le P C F a fourni toute l'aide politique nécessaire et le P A GS est en première ligne en Algérie pour la défense du régime actuel, multipliant les obstacles à l'unité des travailleurs, dévoyant constamment le mouvement des travailleurs et de la jeunesse.

Giscard comme les Banques mondiales refusent tout crédit, car, pour l'impérialisme, Boumedienne n'est plus le garant de l'ordre bourgeois en Algérie et au Maghreb.

ET, En effet, l'Algérie est dans la situation où en haut on ne peut plus gouverner et en bas on ne veut plus de ce régime.

En haut, le Conseil de la Révolution qu'avait pris le pouvoir en 1965 s'est complètement décomposé. Aujourd'hui Boumedienne ne gouverne qu'avec les colonels de l'A N P, de la gendarmerie et de sa sûreté nationale, c'est à dire que tout repose sur l'appareil militaropolicier forgé pour l'essentiel par l'impérialisme français.

La politique d'ouverture tentée par Boumedienne le 19 juin 1975 et qui visait à créer une A. Nat. Populaire, a fait long feu. Il n'y aura pas de démocratisation de la vie politique en Algérie.

En bas, les masses n'acceptent plus.

Les premiers nous avons dit que la grève victorieuse de la R S T A à Alger en 1972 marquait la fin d'une période de démobilisation de la classe ouvrière.

Les premiers nous avons dit, après la grève générale de la S N S de Kouba en octobre 1975, que le prolétariat algérien avait affirmé sa force et sa détermination en même temps qu'il avait nourri d'une manière extraordinaire la lutte des classes en Algérie.

Et c'est à partir de cette expérience que se vérifie les thèses de la révolution permanente sur le rôle prépondérant du prolétariat dans la révolution.

C'est à partir de cette expérience que nous avons lancé la bataille pour la Constituante dont il faut préciser le contenu.

II Le contenu de la Constituante.

Le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante Souveraine est familier aux Algériens, car il figurait dans le programme de l'E N A, du P P A, du M T L D et du M N A. On y trouve les revendications suivantes:

- 1 - abrogation de toute la législation coloniale sur le code de l'indigénat ,
- 2 - liberté de presse, de réunion, d'expression et d'association
- 3 - récupération par l'Etat Algérien de toutes les richesses minières et des grands domaines coloniaux et distribution gratuite des terres aux fellahs.
- 4 - droit au travail
- 5 - élections libres au suffrage universel pour une A C S qui déterminera librement les relations entre l'Algérie et la France.

Ces revendications sont correctes mais la question de la Constituante n'était pas reliée à celle de la révolution prolétarienne, de sorte que les plus essentiels : la primauté du prolétariat, le gouvernement ouvrier et paysan, la question agraire, la dictature du prolétariat, la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et de l'Internationale n'étaient pas abordés, de sorte que le parti révolutionnaire algérien n'a jamais été que le parti de la Constituante en Algérie.

Ceci dit, ce parti (plus que ne l'a jamais fait aucune organisation à ce jour dans le monde dit arabe et je pense aux organisations palestiniennes ou au Baos) a été le plus loin possible dans la remise en cause de l'impérialisme.

Si l'on examine l'histoire du mouvement nationaliste algérien, la question des libertés démocratiques occupe une place centrale. Et ce n'est pas au hasard. Chaque fois qu'une revendication particulière était avancée, la police intervenait, non pas parce que cela risquait de ruiner les colons, mais parce que le colonialisme refusait à tout prix qu'en utilisant les libertés démocratiques, le prolétariat algérien ne se constitue en tant que classe.

Et à partir de cette remarque on comprend ce qu'a été le rôle du P C A . Le P C A a toujours empêché jusqu'au bout une chose : que la C G T algérienne soit contrôlée par les Algériens. En 1936, le P C A a été créé, c'est à dire que le P C F admettait l'existence future d'une nation algérienne. En 1955, le P C F se ralliait au F L N, mais il n'a ordonné à ses militants de rejoindre l'U G T A qu'en 1956, après la constitution

Cela est fondamental pour comprendre aujourd'hui, comment interviennent les militants du P A G S dans l'U G T A comme dans la nouvelle organisation de la jeunesse l'U N J A .

L'U D M A, le parti de la bourgeoisie algérienne, dirigé par F. Abbes, formulait lui un programme différent. Il revendiquait les libertés démocratiques, le partage des terres, la nationalisation des richesses, des élections libres et démocratiques, à un Parlement algérien, c'est à dire l'Assemblée Algérienne existant en 1954 démocratisée.

Ce programme a d'ailleurs été réalisé de 1962 . 65, mais le bilan lamentable de la vie parlementaire en Algérie ne signifiait pas que les libertés démocratiques étaient comme l'ont dit Pablo et les stali-niens, des libertés bourgeoises, mais elles exprimaient le fait que la débile bourgeoisie algérienne ne pouvait diriger la société et qu'elle devait remettre ses pouvoirs aux colonels de l'A N P, seule manière de garantir l'ordre bourgeois en Algérie.

Dans tous nos C E M, les militants du P A G S et les défenseurs du régime actuel nous ont rigoureusement attaqués sur la question de la

Constituante.

Notre réponse a été faite à partir du Programme de transition :

" Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont : la REVOLUTION AGRAIRE, c'est-à-dire, la liquidation de l'héritage féodal, et l'INDEPENDANCE NATIONALE, c'est-à-dire le renversement du joug de l'imperialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre.

Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'ASSEMBLEE NATIONALE (ou CONSTITUANTE) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale".

A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par la caractéristique de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste". (p.31)

Cela est clair : La Constituante n'est pas le Parlement bourgeois;

La Constituante c'est l'expression du F.U.O.K dans les pays économiquement arriérés .

Dans la Constituante il y a :

- 1 - la satisfaction des libertés démocratiques ,
- 2 - la question agraire ,
- 3 - le problème de l'indépendance nationale qui n'est pas résolu en Algérie ,
- 4 - le droit au travail, c'est-à-dire l'organisation de la production en fonction du besoin des masses, pas de la bourgeoisie, ce qu'implique la rupture effectuée avec l'impérialisme ,
- 5 - l'indépendance de l'U.G.T.A. envers le pouvoir ,
- 6 - le F.U. anti-impérialiste ,
- 7 - les élections libres à une Assemblée Constituante Souveraine, ce qui veut dire en Algérie, le démantèlement de l'appareil militaro-policiier : la police, le daral el Watani (gendarmerie), la sûreté nationale et le commissariat politique de l'A.N.P.

Tous ces mots d'ordre sont étroitement liés, et correspondent parfaitement à ce qu'ont vécu les masses algériennes, à ce que veulent le prolétariat et la jeunesse.

Au centre, la question des libertés démocratiques, qui seules peuvent permettre au prolétariat de s'organiser en classe pour détruire le régime militaro-policié actuel.

Et ce n'est pas un hasard si sur ce point les travailleurs se heurtent à chaque fois aux staliniens du P.A.G.S.

1) . l'U.G.T.A. - S.N.S. de Kouba

ce n'est pas une grève, mais une mauvaise application de la G.S.E.

2) . la C.N.J.A.

Toute l'activité du P.A.G.S. est précisément de dresser des obstacles pour empêcher l'unité : le volontariat, la G.S.E. Mais chaque fois les travailleurs contournent l'obstacle

(A. T. U. = U. G. T. A.

(dockers d'Alger
bataille pour la production est devenue la bataille
pour l'amélioration du niveau de vie

...

Sur la question de l'Assemblée Nationale, les Staliniens se sont déchaînés, expliquant dans un tract que la forme supérieure de la démocratie était la mobilisation des masses sur des objectifs du programme révolutionnaire actuel, et que de toute façon l'A.N.P. assurerait la continuité.

Il ne faut donc pas s'étonner de voir le P.A.G.S. diffuser largement le programme du M.F.A. et le donner à étudier dans les secteurs où ils ont des positions.

III . La bataille pour la Constituante

Au cours de la 2ème Conférence qui s'est tenue en 1975, les trotskystes algériens ont clarifié tous les problèmes sur le moment de la situation politique en Algérie.

Ils ont établi que ce régime profondément anti-populaire était rejeté par la paysannerie, le prolétariat et la jeunesse et qu'à tout moment la classe ouvrière et les masses pouvaient faire irruption et balayer le régime actuel. et ses institutions.

Les trotskystes algériens se tiennent prêts à jouer tout leur rôle demain en Algérie.

Ils se préparent en occupant des positions dans le mouvement ouvrier et la jeunesse, en se constituant en C.L.T. Algériens, en sortant "l'Etincelle", l'organe théorique du C.L.T.A., en faisant de Tribune et de Tribune Arguments l'organe du combat pour la Constituante, qui occupe déjà une place non négligeable dans la vie politique en Algérie.

Le régime est aux abois, et s'il en fallait une preuve supplémentaire, elle se trouverait dans l'incroyable impasse où se trouve Boumediène avec l'affaire du Sahara espagnol dont nous avons écrit, dès la fin octobre, qu'elle serait un désastre pour le régime, car le peuple algérien ne marchera pas. Et Boumediène sait que s'il organise des milices et arme les travailleurs et les paysans et la jeunesse, c'en est fini pour la bourgeoisie en Algérie.

Elargir Tribune, soutenir le C.L.T.A., participer à la campagne d'abonnement et financière qu'il lance, s'organiser avec le C.L.T.A., C'est préparer les conditions de la victoire de la révolution socialiste algérienne.

DECLARATION DU COMITE DE LIAISON DES TROTSKYSTES ALGERIENS

POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE (C.L.T.A.)

Depuis près de deux ans (été 1974), la crise du régime militaro-policié dirigé par Boumediène et issu du putsch du 19 juin 1965, ne cesse de s'approfondir : "épuration" du Conseil de la révolution qui passe d'une trentaine à une dizaine de membres aujourd'hui, limogeages successifs, (Kaïd Ahmed, Cherif Belkacem ...), "accident" du ministre des Finances Mahroug, etc.

Cette crise trouve une expression spectaculaire aujourd'hui dans le fait que quatre anciens dirigeants du GPRA, du CNRA et du FLN, qui avaient été silencieux depuis plus de dix ans, viennent de lancer à Alger, le 9 mars 1976, un appel au peuple algérien, fustigeant les méthodes du gouvernement de Boumediène et de sa clique de colonels.

Chacun constate qu'une crise politique se développe aujourd'hui au grand jour en Algérie. Quels sont les fondements ?

LA REVOLUTION CONFISQUEE

Chaque Algérien constate que la crise politique est ouverte. Chaque Algérien constate dans sa réalité quotidienne, que les objectifs pour lesquels le peuple algérien a combattu depuis l'Etoile nord-africaine, pour lesquels il a sacrifié un million et demi de ses enfants - à savoir : l'indépendance nationale, c'est-à-dire la rupture des liens de subordination de l'Algérie avec l'impérialisme, le pain, la terre, la liberté, la dignité ... - n'ont pas été réalisés.

Chaque Algérien constate que la révolution agraire a été confisquée par la clique des colonels de l'ANP, de la Sûreté nationale et du Darak Elwatani (gendarmerie nationale), qu'il s'agit d'un régime ni "populaire" ni "socialiste", mais de la forme décrépite d'une dictature militaro-policière. Comment cela a-t-il été possible ?

-11-

Le point de départ se situe dans la signature des accords d'Evian qui ont structuré l'Etat bourgeois algérien à partir des liens étroits de subordination à l'égard de l'impérialisme français.

Mais la bourgeoisie algérienne était si débile qu'elle ne fut même pas capable de mettre en place un cadre parlementaire. Elle dut déléguer ses pouvoirs à un tuteur, Ben Bella, pour "discipliner" l'UGTA et l'UNEA, expulser les travailleurs des positions occupées à l'indépendance (terres, fermes, usines, logements) et reconstruire un nouvel appareil d'Etat, capable de maintenir l'ordre bourgeois.

LE REGIME MILITARO-POLICIER DE BOUMEDIENE

Ben Bella s'étant révélé incapable de réaliser ces objectifs, il dut céder la place à Boumediène et à son ANP, seule force structurée et homogène capable de maintenir l'Etat bourgeois. Telle est la signification du coup d'Etat du 19 juin de 1965. Boumediène a pu, parce qu'il s'appuyait sur l'ANP qui n'est pas la continuité de l'ALN mais la force contre-révolutionnaire forgée en Tunisie et au Maroc, avec l'aide matérielle et politique des bourgeoisies arabes, de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, réaliser ces tâches : expulser les travailleurs des terres et des usines occupées, dissoudre l'Assemblée nationale, abroger la Constitution; vider le FLN et la JFLN de toute vie politique réelle, dissoudre l'UNEA, mettre au pas l'UGTA, interdire les libertés démocratiques, ériger l'obscurantisme religieux en méthode de gouvernement.

Boumediène a pu pendant dix ans forger un nouvel appareil d'Etat autour de l'ANP et de ses annexes : la gendarmerie et la police, gratifiées d'immenses domaines, de fermes et d'entreprises ..., véritables enclaves échappant à tout contrôle administratif ou fiscal, devenues par suite de leur croissance un véritable cancer qui ronge la société algérienne.

Le lancement des plans triennal (1967-1970) et quadriennaux (1970-1974, 1974-1977) a permis à la bourgeoisie de prospérer à l'abri de la tutelle de Boumediène soit directement, soit par le pillage des entreprises nationalisées.

Du fait de l'absence de réforme agraire et du renforcement des liens avec l'impérialisme, ces plans ne pouvaient en aucune façon permettre l'édification d'une économie capable de résoudre les problèmes laissés par la colonisation et pour le moins de donner à tous du travail du pain, un logement, la santé, l'école. Bien au contraire, la surfiscalité, les investissements massifs dans le secteur des hydrocarbures, ont abouti à ruiner l'ensemble du pays et à subordonner totalement le pays à l'impérialisme (90 % des exportations en 1975 constitués par les hydrocarbures).

Les résultats de "l'industrialisation" et de la "révolution agraire" sont dérisoires. Le chômage des jeunes et des femmes est massif. Plus d'un million d'Algériens sont émigrés sans aucune chance de réinsertion, les salaires sont bloqués, l'inflation galopante, le ravitaillement en produits essentiels n'est même plus assuré, l'eau manque...

Boumediène aura beau déployer tous ses efforts pour maintenir une chape de plomb sur le peuple algérien, les revendications fonamen-

tales devaient inévitablement réapparaître à l'ordre du jour aux premiers signes apparents de la crise de l'appareil de l'Etat.

Depuis la grève de la RSTA en 1972, et surtout depuis la grève générale de la SNS de Kouba, la classe ouvrière est entrée dans la lutte contre le régime pour la défense de ses intérêts essentiels, nourrissant la lutte des étudiants contre le pouvoir et pour les libertés démocratiques (conférence de l'UNJA) et la résistance de la paysannerie pauvre.

LA FAILLITE DU REGIME

Le développement de la lutte des classes, la misère croissante, la crise économique et financière ont aiguisé les contradictions et accéléré la décomposition au sein même du Conseil de la révolution. Pour empêcher la banqueroute financière Boumediène a dû emprunter à des conditions draconiennes auprès des banques internationales. La contrepartie exigée et acceptée dans le budget de 1976, c'est une politique de diminution massive du niveau de vie de la population et une surexploitation forcenée.

C'est pour désamorcer cette mobilisation de la classe ouvrière, des fellahs et de la jeunesse contre le régime, que Boumediène a ouvert, dans son discours du 19 juin 1975, la perspective d'élections à une Assemblée nationale populaire, de l'élection d'un président de la République, d'un congrès du FLN (dont le dernier congrès a eu lieu en 1964), le tout précédé d'un discours général sur un projet de charte nationale. L'orientation présentée dans ce discours ne constitue en rien un " tournant démocratique " du régime. Elle est l'aveu de sa faillite. Elle est la preuve tangible du mécontentement des masses algériennes. Elle est une tentative de répondre à ce mécontentement grandissant de toutes les couches de la société algérienne.

De la même manière, c'est pour camoufler la faillite de son régime, enrayer la désintégration de l'appareil d'Etat, faire passer sa politique imposée par les banques, que Boumediène a voulu lancer le peuple algérien dans l'aventure du Sahara Occidental contre les intérêts communs des peuples du Maghreb ! Mais bien loin de résoudre les problèmes, cette diversion n'a fait qu'aiguiser les contradictions du régime : isolement total de Boumediène, tant sur le plan intérieur que sur le plan diplomatique, aggravation de la crise économique, refus des appelés et même d'officiers de s'engager dans une telle aventure !

C'est dans ce contexte que les quatre anciens dirigeants du FLN viennent de se prononcer pour " un débat public à l'échelle nationale " pour l'élection au suffrage universel direct et sincère d'une Assemblée nationale constituante et souveraine .

Le ralliement de Boudiaf, dirigeant du PRS (Parti de la révolution socialiste) et ancien responsable du CRUA, de Ait Ahmed, leader de l'ex-FFS (Front des forces socialistes), de Lebjaoui, ancien responsable du RUR (Rassemblement unitaire des révolutionnaires, " FLN clandestin ", aujourd'hui dissous), et de Tahar Zbiri, ex-chef d'état-major de l'ANP, marque l'isolement politique du régime.

Il faut noter que ces groupes, militants et organisations, sont issus de l'éclatement du FLN, lequel n'a jamais inclu dans son programme le mot d'ordre de la Constituante souveraine.

Rappelons ici que c'est sur ce mot d'ordre que s'est constitué tout le mouvement nationaliste algérien, autour de l'Etoile nord-africaine (ENA) puis du PPA-MLTD.

Chaque travailleur comprend qu'il ne s'agit pas d'une utopique résurgence du passé, mais bien de la lutte pour la réalisation des revendications non satisfaites du peuple algérien. Il faut noter que tous ceux qui se prononcent aujourd'hui pour la Constituante, ne mentionnent jamais le droit d'organisation.

Nous, militants trotskystes du CLTA, nous disons :

- La lutte pour l'indépendance nationale, pour s'arracher à la subordination à l'égard de l'impérialisme, la lutte pour les droits et libertés n'est pas terminée. Celle-ci ne peut être menée jusqu'au bout que par la classe ouvrière algérienne rassemblant autour d'elle la paysannerie, toutes les couches opprimées de la société algérienne, en particulier la jeunesse, en liaison avec les masses du Maghreb pour débarrasser l'Algérie et l'ensemble du Maghreb de l'impérialisme et de ses valets.

Nous disons :

- Le FLN comme organisation nationaliste-bourgeoise a montré historiquement son incapacité à mener jusqu'à son terme le combat pour les revendications fondamentales du peuple algérien (indépendance nationale, c'est-à-dire la rupture des liens de subordination de notre pays à l'impérialisme, le pain, la terre, la liberté), et que sa place comme organisation politique est marquée par la caution qu'il a apportée, toutes tendances réunies, aux accords d'Evian !

Nous disons :

- Le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine en Algérie, lancé par les trotskystes algériens du CLTA après leur conférence d'août 1974, et par les militants de " Tribune algérienne ", est le mot d'ordre qui, aujourd'hui, peut centraliser le combat de toutes les masses algériennes contre l'appareil d'Etat, pour les revendications non satisfaites par la lutte héroïque d'indépendance nationale de notre peuple !

Nous disons :

- Pour que ce combat se mène, le prolétariat doit préserver son indépendance politique et d'organisation par rapport à la bourgeoisie. Cela signifie que la classe ouvrière a besoin de son propre parti, le parti ouvrier, le parti révolutionnaire, parti qui pour nous, trotskystes, trouve son expression la plus achevée dans le programme de la IVe Internationale !

Dans " Tribune algérienne ", l'organe du combat pour la Constituante souveraine, nous avons précisé le contenu de la Constituante ::

- ° réalisation de l'indépendance nationale qui, compte tenu des liens de subordination de l'Algérie à l'impérialisme, n'est pas réalisée .
- ° réforme agraire,
- ° libertés démocratiques: liberté de presse, d'expression, d'association ,
- ° laïcité de l'Etat,

- ° indépendance de l'UGTA par rapport au pouvoir et au parti,
- ° droit d'organisation pour tous les partis, groupes et organisations,
- ° droit au travail, etc.

C'est pourquoi les trotskystes algériens se prononcent inconditionnellement pour la Constituante souveraine et se déclarent prêts à agir en commun avec tous ceux qui font leur ce mot d'ordre.

A bas le régime de l'arbitraire !

Pour un gouvernement responsable devant une Assemblée constituante souveraine, élue au suffrage universel !

Pour la reconnaissance de toutes les organisations politiques et syndicales !

Liberté de presse, d'opinion, de réunion, d'organisation !

Pour l'indépendance de l'UGTA par rapport au pouvoir !

Libération des emprisonnés politiques ! Libre retour des exilés politiques !

Pour un Maghreb socialiste !

Pour le socialisme !

Alger, le 31 mars 1976.